

Target Brussels : la capitale doit-elle s'inquiéter d'attaques de la Russie ?

© BRUZZ – Kris Hendrickx -10/04/2025

<https://www.bruzz.be/actua/veiligheid/doelwit-brussel-moet-de-hoofdstad-zich-zorgen-maken-over-aanvallen-van-rusland>

Des drones russes vont-ils bientôt apparaître au-dessus de Bruxelles ? "Ce n'est pas impossible, même si les cyberattaques sont plus probables", estime l'ancien colonel Roger Housen.

Siège de l'OTAN, capitale de l'Europe, siège d'Euroclear. Autant de raisons qui font de Bruxelles une cible de choix pour les attaques russes en tout genre. La ville y est-elle préparée ? "Des attaques hybrides à Bruxelles sont très probables.

De l'eau et de la nourriture, ainsi que des piles, des médicaments et des articles de toilette. La Commission européenne souhaite que tous les citoyens de l'UE fassent des réserves suffisantes pour être autonomes pendant 72 heures, une ambition que la commissaire européenne Hadja Lahbib (MR) a immédiatement illustrée dans une vidéo très commentée. Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'une "stratégie de préparation" plus large qui répond à la menace russe, mais aussi aux risques climatiques croissants, par exemple.

Cette stratégie intervient alors que les responsables politiques européens nous avertissent régulièrement que la Russie ne veut pas seulement contrôler l'Ukraine. L'Europe suivra, avec les États baltes et la Moldavie dans un premier temps. Peut-être par une action militaire, mais plus probablement par le biais d'attaques hybrides et de subversion encore plus nombreuses. Les États-Unis étant de moins en moins des alliés, cette menace semble de plus en plus réelle.

Devons-nous nous inquiéter de cette situation à Bruxelles ? Sommes-nous une cible, et si oui, quel type de cible ? "Pour être clair : la Russie ne tirera pas de missiles sur la Grand Place et aucun char d'assaut ne déferlera sur les rues de Bruxelles.

La Russie ne tirera pas de missiles sur la Grand Place et aucun char ne dévalera boulevard Adolphe Max", affirme Roger Housen, ancien colonel et expert militaire. "Bruxelles n'est vraiment pas une cible pour une opération militaire classique. Le professeur Tom Sauer (UAntwerpen) partage cette analyse. "La Russie n'a ni les moyens ni l'intention de le faire. Il ne s'agit pas de prendre le contrôle de l'Europe, elle veut surtout protéger ses intérêts en matière de sécurité."

Aujourd'hui, il n'y a pas de défense aérienne pour protéger Bruxelles, pas même devant le siège politique de l'OTAN à Evere. C'est au pays hôte d'organisations internationales comme l'OTAN, en l'occurrence la Belgique, de prendre de telles

mesures, et non à l'alliance militaire elle-même. Mais est-ce bien nécessaire si un scénario impliquant des missiles russes est de toute façon une pure fiction ?

"Jein", pense Housen (oui et non, ndlr). "Une frappe aérienne ne signifie pas nécessairement un missile venant de Russie. Il peut s'agir de drones lancés par d'autres organisations avec quelques kilos d'explosifs, commandés ou non par la Russie. Ce pays aime enrôler des groupes locaux pour des attaques hybrides, qui ne savent pas toujours qu'ils travaillent pour le compte de la Russie : pensez aux criminels de la drogue, aux Hell's Angels ... Ce type d'attaque est déjà un peu plus probable. Il est possible de protéger des sites cruciaux contre ces attaques à l'aide de brouilleurs qui rendent les drones incontrôlables ou à l'aide d'une sorte de bouclier antigrêle tiré sur eux. Cette technologie évolue rapidement, c'est un peu une course permanente entre le braconnier et le forestier".

Les patriotes, une aubaine

Qu'en est-il du coûteux système Patriot de plus d'un milliard d'euros, qui peut, entre autres, faire tomber des missiles du ciel mais qui ne fait pas grand-chose contre les petits drones ? "Il fait partie du câblage tel qu'il existait pendant la guerre froide", estime M. Housen. "Nous ne l'avons pas utilisé à l'époque, mais il était important d'avoir cette défense. L'OTAN a déjà donné ce signal à la Belgique. Avec un seul système Patriot, on peut protéger la grande zone autour de Bruxelles. Plus d'un milliard d'euros semble être une somme importante, mais il s'agit d'un investissement unique et il faut y opposer les nombreuses joies qui accompagnent le statut de capital international. Pensez à toutes les dépenses liées à ces présences étrangères. Alors un tel système Patriot est une aubaine".

Les frappes aériennes physiques ne sont peut-être pas aussi probables, mais Bruxelles est certainement une cible attrayante pour d'autres actions, sait Housen, notamment les cyberattaques. "Il n'y a pas que le siège de l'OTAN et les institutions de l'UE : il y a aussi des organisations financières très importantes pour les paiements internationaux, comme Euroclear à Saint-Josse (transactions et conservation de titres, ndlr) et Swift à Ter Hulpen (paiements entre banques), près de Bruxelles. Ces organisations sont très bien sécurisées, mais si les Russes bloquaient Swift, par exemple, les conséquences seraient énormes, le commerce mondial serait en grande partie paralysé. "

Le siège de l'OTAN à Bruxelles pourrait être la cible d'attaques russes.

Euroclear est également une cible évidente. Après tout, l'organisation basée sur le petit ring gère des avoirs russes gelés d'une valeur de 190 milliards d'euros. "Si ces avoirs sont réellement saisis, le risque d'une action hybride à Bruxelles redevient beaucoup plus élevé", estime Sven Biscop, spécialiste de la défense et directeur de l'Institut Egmont. Coïncidence ou non, un drone suspect a été repéré près d'Euroclear en décembre, précisément lors de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky dans notre pays.

Miner la société

Les cibles susmentionnées appartiennent à un groupe restreint d'organisations importantes. Mais les attaques hybrides de la Russie vont bien au-delà, prévient Roger Housen. "Les infrastructures de communication des compagnies de téléphone entrent également en ligne de compte, de même que les centrales électriques, les infrastructures de santé telles que les hôpitaux, les écluses, les postes d'aiguillage pour les chemins de fer ou l'approvisionnement en eau. Toute infrastructure critique peut devenir une cible. Ce n'est pas une fiction : au cours de l'année écoulée, il y a eu 36 actions agressives prouvées de la part de la Russie en Europe". Dans ce contexte, le diplomate américain Daniel Hamilton affirme que la ligne de front ne se situe pas seulement en Russie, mais aussi dans le métro de Bruxelles.

L'objectif de ces attaques hybrides n'est pas tant de paralyser réellement le pays que de provoquer des troubles, sait Housen. "Il s'agit d'éroder la cohésion sociale, de polariser et de susciter la peur quant aux conséquences d'un soutien accru à l'Ukraine. Pour l'ancien colonel, la priorité absolue doit être accordée à la protection des infrastructures critiques, par le biais de la cybersécurité et de la sécurité physique.

Des organisations telles que Vivaqua, qui gère l'approvisionnement en eau de Bruxelles, sont déjà conscientes des risques. La ville suédoise de Bollnäs, où les habitants ont dû faire bouillir leur eau potable pendant un certain temps à la suite d'une intrusion présumée dans un réservoir d'eau bien sécurisé, a récemment démontré que ces risques ne se limitent pas à l'avenir.

"Nous nous conformons à la directive européenne NIS (Network and Information Security)", explique Saar Vanderplaetsen, porte-parole de Vivaqua. "Cela couvre à la fois la sécurité physique et les précautions cybernétiques. Cela signifie, par exemple, que nous disposons de serveurs de sauvegarde à différents endroits ou que nous séparons complètement notre informatique opérationnelle, sur laquelle fonctionne notre infrastructure, de l'informatique avec laquelle nous maintenons le contact avec les clients. Nous restons également discrets sur la cartographie de notre réseau d'eau et d'assainissement."

Sibelga, qui est responsable de la distribution du gaz naturel et de l'électricité dans la région, prend également des mesures dans le cadre de la directive NIS. Ces mesures comprennent des investissements dans la cybersécurité, la sensibilisation des employés, des exercices de lutte contre l'hameçonnage et l'amélioration de la sécurité physique des installations. "Lors de l'attaque mondiale contre les serveurs de Microsoft en 2021, par exemple, nous étions parfaitement préparés", explique la porte-parole Serena Galeone.

Les mesures de précaution ne signifient donc pas que nos infrastructures critiques sont à l'abri des attaques hybrides. Il est simplement plus difficile de sécuriser un vaste réseau d'énergie ou d'eau qu'une cible située dans un endroit bien défini.

Paquet d'urgence

Selon Nils Duquet, directeur de l'Institut flamand pour la paix, l'une des cibles évidentes des attaques hybrides et de l'espionnage sont les institutions du savoir telles que les universités. "Au sein de ces institutions, de nombreuses questions se posent à ce sujet : par exemple, comment doivent-elles traiter les propositions de partenariat émanant de l'étranger ? Il est clair qu'un cadre est nécessaire dans ce domaine. Les hommes politiques prennent des mesures, mais elles ne sont pas suffisantes.

Au cas où nous serions confrontés à une crise de type guerrier, existe-t-il des plans pour y faire face ? "Nous avons des plans pour différentes situations d'urgence, y compris les crises géopolitiques", explique Laura Demullier du Centre national de crise. "En fonction de la gravité de la situation, la coordination est assurée par un niveau d'autorité supérieur. Pour Bruxelles, il y a donc une phase communale, provinciale et fédérale, où le bourgmestre, le haut fonctionnaire ou le gouvernement fédéral prennent respectivement la direction des opérations."

Chacun sa kalachnikov

Le Centre de crise a étudié différents risques et les a classés en fonction de leur probabilité et de leur impact. Les menaces hybrides, par exemple, sont très probables, mais leur impact reste somme toute limité. Dans le cas des pénuries de carburant, c'est tout le contraire : très improbable, mais l'impact est élevé.

Outre le gouvernement, les citoyens peuvent également se préparer à de telles crises. En Suède, par exemple, le gouvernement a récemment incité ses habitants à faire des réserves de nourriture longue conservation pour une semaine entière. Le Centre national de crise recommande depuis des années une trousse d'urgence pour les crises graves. La liste complète se trouve sur le site web du Centre de crise et comprend de l'eau, une pharmacie de base, une lampe de poche à manivelle et une radio à piles. Il y a aussi l'initiative "72 heures" de la Commission européenne.

Nils Duquet, du Peace Institute, commente ces incitations à l'autonomie. "La préparation à une crise ne doit pas être une histoire de chacun pour soi. Dans un cas extrême, chacun part à la recherche de ses propres réserves de nourriture et de sa kalachnikov. Nous devrions plutôt nous préparer en tant que société : comment puis-je aider mes voisins en cas de crise ? Comment pouvons-nous partager un générateur ou d'autres ressources importantes ? Une telle approche est d'autant plus importante que les actions de la Russie ne visent qu'à saper la cohésion de la société".

Le Centre national de crise souhaite s'engager davantage dans cette direction à l'avenir. "Nous allons mettre davantage l'accent sur la manière de se préparer aux crises dans différents types de communautés : avec votre école, votre entreprise, votre mouvement de jeunesse ou vos voisins, par exemple. Si la crise n'éclate pas, une telle préparation est tout de même bénéfique : elle renforce le lien social au sein de la société.

Plusieurs experts recommandent de ne pas se lancer tout de suite dans une rhétorique guerrière. "La politique se concentre actuellement sur les dépenses de défense, nous jonglons vraiment avec des milliards", note M. Duquet. "Nous investissons beaucoup moins dans la diplomatie ; nous pourrions, par exemple, négocier davantage avec les pays qui peuvent faire pression sur la Russie. Les percées pendant la guerre froide ont été obtenues grâce à la diplomatie. Ce faisant, il serait utile que l'Europe apprenne à parler d'une seule voix". Le professeur Sauer est sur la même longueur d'onde. "Le professeur Sauer est sur la même longueur d'onde : "La meilleure préparation aux menaces de guerre est de faire la paix, puis la course aux armements se calmera naturellement.